

CHAPITRE 7 – Permanences et mutations de la société française (1870-1914)

Cours 1. Les lentes mutations du monde rural de 1870 à 1914 (p. 194-195)

La France est encore majoritairement rurale au début du XX^e siècle, à la différence des puissances voisines. Mais les campagnes sont entrées dans un mouvement de modernisation, accéléré par la crise et l'intervention de l'État.

A - Le poids des traditions

Des paysans nombreux. L'exode rural est encore lent dans les années 1870, il touche surtout les plus fragiles : ouvriers agricoles, petits propriétaires appauvris et artisans concurrencés par la production industrielle. Plutôt qu'un départ définitif, beaucoup de paysans préfèrent toujours compléter leurs revenus par un travail textile à domicile dans le cadre de la proto-industrialisation ou par des migrations temporaires dans les grandes villes. Ceux qui restent profitent du départ des petits propriétaires pour agrandir leur exploitation. En limitant leur descendance, ils évitent de partager l'exploitation entre plusieurs héritiers.

Des exploitations archaïques. De grandes exploitations pratiquent la monoculture dans les plaines d'Île-de-France et du Nord. Mais, à l'échelle nationale, les rendements moyens restent faibles. La petite propriété domine dans tout le Sud, dans l'Ouest, en Bourgogne ; elle vivote en pratiquant la polyculture avec une main-d'œuvre abondante et peu de capitaux. La France accuse un retard technique

important : engrais et machines agricoles sont peu utilisés.

B - Le choc de la crise

Une agriculture en danger. Dans un contexte de mondialisation et de développement du transport maritime, l'agriculture européenne est concurrencée par les « pays neufs » comme le Canada, l'Australie ou l'Argentine. Cela entraîne une forte baisse des prix, de 23 % par exemple pour les céréales en France entre 1875 et 1895, et donc du revenu des agriculteurs. En plus, la viticulture est ravagée par le phylloxera dans les années 1870-1880, puis victime de la surproduction au début du XX^e siècle, du fait de l'importation des vins algériens. Cela entraîne une très grave crise en 1907 dans le Languedoc : on frôle l'insurrection avec des centaines de milliers de manifestants à Montpellier et Narbonne.

La recherche de solutions. Face à la crise, le monde agricole, jusqu'alors marqué par l'individualisme, comprend la nécessité de s'organiser et de faire valoir son poids électoral. Les syndicats agricoles se développent, pour défendre les intérêts des producteurs de tel produit ou de telle région. En 1881, un ministère de l'Agriculture distinct de celui du Commerce est créé. Les députés, de gauche comme de droite, se mobilisent en faveur des paysans. Parmi eux, Jules Méline fait voter la loi de 1892 qui augmente les droits de douane (« tarif Méline »). Le protectionnisme fait baisser les importations de produits agricoles. Pour faciliter les investissements, le Crédit agricole est créé en 1899 par la fusion des associations de crédit agricole locales.

C - Les facteurs du changement

Un début de modernisation. La crise explique l'accélération de l'exode rural dans les années 1900-1914, ce qui entraîne la hausse des salaires agricoles et pousse certains exploitants à acheter des machines agricoles, dont le prix baisse. La productivité s'améliore grâce à cette mécanisation et aussi grâce à l'utilisation accrue des engrais produits par l'industrie chimique. La dépression des années 1870-1890 a donc facilité la modernisation des campagnes, en parallèle à l'action menée par la III^e République.

L'intégration des campagnes à la nation. L'école impose le français contre les langues régionales et les patois, ce qui permet aux ruraux de participer à la vie politique nationale par la lecture de la presse régionale, en plein essor. Le plan Freycinet (1878) renforce le réseau de chemin de fer à l'échelle locale et désenclave les campagnes. Enfin, le service militaire obligatoire ouvre de nouveaux horizons aux jeunes paysans et déclenche souvent leur départ définitif pour la ville. Le mode de vie urbain se diffuse dans les campagnes : la vente par correspondance permet de se procurer les articles vendus dans les grands magasins. La culture villageoise des veillées tend à disparaître, la fin des terroirs approche.

Cours 2. Les ouvriers au cœur de la question sociale (p. 196-197)

En s'industrialisant massivement, la France voit le développement d'une classe ouvrière homogène, formée par les ouvriers d'usine. Les combats du mouvement ouvrier et les progrès de la législation sociale permettent une amélioration relative de la condition ouvrière.

A - La classe ouvrière

La seconde industrialisation. À partir des années 1870, un nouveau cycle d'innovations techniques liées à l'électricité et au pétrole (moteur à explosion) stimule le développement d'industries nouvelles comme l'automobile, l'aéronautique ou la chimie. De grandes entreprises, comme Renault ou Air Liquide, sont créées. Les ateliers et les petites entreprises, employant des ouvriers hautement qualifiés, déclinent au profit d'usines employant des milliers de salariés.

Le prolétariat. Ces ouvriers d'usine, travaillant sur des machines, forment désormais l'essentiel de la main-d'œuvre industrielle. Ils sont des prolétaires interchangeables : en tant qu'OS, ils n'ont besoin d'aucune qualification et sont mal payés. L'OST, importée des États-Unis, rend le travail aliénant : en 1903, une grève chez Renault conteste le chronométrage des tâches.

Les femmes et les immigrés. La pénurie chronique de main-d'œuvre explique l'emploi massif des femmes dans l'industrie (36 % des actifs dans l'industrie en 1910). Elles occupent les postes les plus dévalorisés et les moins rémunérés. La France fait aussi venir des travailleurs immigrés, principalement des Italiens et des Belges, très nombreux dans les mines et les usines textiles du Nord et du Pas-de-

Calais (doc. 2). En temps de crise, ils sont perçus comme les suppôts du patronat pour faire pression sur les salaires et subissent une violente xénophobie. En 1893, une loi sur le séjour des étrangers et la protection du travail national les oblige à s'enregistrer.

B - Le mouvement ouvrier

Parti ou syndicat ? Ces prolétaires ont conscience de former une classe qui doit défendre ses intérêts. Mais le mouvement ouvrier français est très divisé. Les uns prônent l'action politique au nom du socialisme, mais sont divisés entre les « révolutionnaires » comme Jules Guesde, hostiles à tout compromis avec la « bourgeoisie », et les « réformistes » comme Jaurès, attachés à la république et à l'action parlementaire. La création de la SFIO en 1905 permet de surmonter plus ou moins ces divisions. Les autres veulent utiliser les syndicats, légalisés en 1884, pour mener une « action directe » à l'usine et dans la rue. C'est le « syndicalisme révolutionnaire » défendu par la CGT (Confédération générale du travail), créée en 1895.

L'âge de la grève. Le moyen d'action privilégié par les syndicats est la grève, notamment le 1er mai, qui devient à partir de 1891 une journée d'action nationale. La répression sanglante à Fourmies, le 1er mai 1891, médiatise le mouvement ouvrier. La CGT espère renverser le capitalisme en organisant la grève générale. Un pic d'agitation est atteint en 1906 avec 1 309 grèves, regroupant 450 000 salariés. Le Premier ministre Clemenceau y répond d'une manière très ferme, qui lui vaut le surnom de « briseur de grèves ».

C - La condition ouvrière

La législation sociale. La répression n'est pas la seule réponse de la III^e République à la question sociale. Des lois sont votées pour apporter un début de protection aux salariés face aux accidents du travail ou à la vieillesse. Les HBM construites dans l'agglomération parisienne offrent des logements décents et accessibles. Par ailleurs, certains patrons, au nom du paternalisme, proposent des avantages sociaux à leurs salariés, afin de les fidéliser et de mieux les contrôler.

Le quotidien. La condition ouvrière s'améliore, mais elle reste précaire. Souvent, la famille s'entasse dans un logement exigu et insalubre. La faiblesse des salaires pousse au travail des femmes et des enfants à partir de 13 ans, quand ils ne sont plus obligés d'aller à l'école. Face aux difficultés de la vie quotidienne, une sociabilité originale se crée dans les banlieues qui se développent autour des usines. Les clubs de football et les bals populaires participent de cette culture ouvrière.

Cours 3. Une société plus ouverte ? (p. 198-199)

L'essor et la diversification des classes moyennes rendent la société française moins rigide. Le début du XX^e siècle semble être une « Belle Époque », même si la prospérité profite d'abord à la bourgeoisie.

A - Anciennes et nouvelles classes moyennes

L'idéal du petit patron. La France compte plus d'un million de petits patrons en 1876. Leur nombre diminue dans l'industrie, mais les petits ateliers jouent encore un rôle important dans des secteurs traditionnels comme le mobilier ou la maroquinerie. Le petit commerce, lui, permet de gagner sa vie sans travailler en usine et il se développe considérablement dans les secteurs de l'alimentation et de la restauration.

L'essor des « cols blancs ». Dans les entreprises, les besoins d'encadrement et de gestion des salariés entraînent la création de milliers d'emplois tertiaires. Les innovations techniques valorisent les ingénieurs, formés à Polytechnique ou à l'École centrale comme Gustave Eiffel. Les « cols blancs » sont aussi les milliers de fonctionnaires recrutés par l'administration : instituteurs (les « hussards noirs » de la République), postiers, employés des Ponts et Chaussées. Leur effectif double sur la période et atteint 1,3 million en 1914 (doc. 1).

La promesse d'une ascension sociale. Ces nouveaux emplois offrent la possibilité d'échapper à la condition d'ouvrier ou de paysan pauvre, grâce à l'école. Le système des concours de la fonction publique est censé garantir l'égalité républicaine et la réussite par la méritocratie. Mais les femmes fonctionnaires sont moins payées à l'époque que les hommes à poste égal. Et l'enseignement secondaire reste payant :

seuls quelques rares boursiers peuvent côtoyer au lycée les jeunes bourgeois.

B - La classe dirigeante

La domination de la grande bourgeoisie. Détenteurs du capital, à la tête des entreprises et des banques, intégrés dans le monde politique, les grands bourgeois dirigent le pays et s'enrichissent considérablement. De véritables dynasties se créent, comme celle des Schneider dans l'industrie. La haute bourgeoisie mène une vie fastueuse dans des hôtels particuliers, tenus par une nombreuse domesticité. Elle surclasse l'ancienne noblesse, qui poursuit cependant une tradition de service de l'État en conservant des postes importants dans l'armée et la diplomatie.

Le renouvellement des élites. Une bourgeoisie moyenne se développe autour des professions libérales, dont les effectifs augmentent avec les avocats d'affaires et les médecins. La seconde industrialisation promeut aussi des entrepreneurs issus des milieux modestes. Ainsi, Louis Renault et Marius Berliet construisent leur premier véhicule automobile dans leur garage avant de devenir de grands industriels.

C - La Belle Époque ?

La foi dans le progrès. Les innovations techniques suscitent l'optimisme, d'autant que la Grande Dépression se termine en 1896 et que l'économie mondiale retrouve la croissance. Le XX^e siècle qui commence apparaît comme celui de la prospérité et de la modernité. « Le monde a moins changé depuis Jésus-Christ qu'il n'a changé depuis trente ans », affirme en 1913 l'écrivain Charles Péguy.

La vie moderne. La Belle Époque est symbolisée par la « fée électricité », vedette de l'Exposition universelle de 1900 à Paris. Elle révolutionne les transports urbains,

avec le métro et les tramways desservant les banlieues. L'automobile, réservée à une élite fortunée, et le train favorisent le tourisme. Les stations balnéaires normandes comme Deauville et Trouville accueillent ainsi la bourgeoisie parisienne. L'entreprise Michelin lance en 1900 un guide pour les automobilistes voyageant en France, qu'elle offre aux acheteurs de pneumatiques. L'Office national du tourisme est créé en 1910.

Loisirs et consommation. L'amélioration relative du niveau de vie, le développement du temps libre font entrer la France dans une nouvelle ère. La Revue des deux mondes salue en 1894 ce qu'elle appelle « la démocratisation du luxe ». Une industrie du divertissement se met en place, notamment avec le cinéma, lancé en 1895 par les frères Lumière et qui connaît un rapide succès populaire. Le sport devient un loisir de masse en même temps qu'un grand spectacle : les Jeux olympiques sont recréés par Pierre de Coubertin en 1896, le Tour de France cycliste est lancé en 1903.

Doc 2 p. 200 : La féminisation de l'emploi industriel

L'emploi de la main-d'œuvre féminine réalise une économie dans les frais de production. Les machines- outils, en bien des cas, ont facilité cette substitution. Voici ce que dit l'enquêteur du ministère du Commerce et de l'Industrie : « La machine est disposée pour exécuter toujours les mêmes opérations : ce sont alors [les ouvriers] de purs manœuvres qui n'ont à acquérir que l'attention dans la surveillance des opérations et la promptitude des mouvements. On arrive alors à substituer à ces manœuvres les femmes et les enfants pour des travaux qui semblent peu leur convenir a priori. » Comme le salaire de la femme est toujours très inférieur au salaire de l'homme, il s'ensuit que la substitution progressive de la main-d'œuvre féminine à la main-d'œuvre masculine est une cause d'appauvrissement au sein des familles.

H. Dagan, « La Femme ouvrière », La Revue blanche, 1902.

Doc 3 p. 200 : Rejet d'une pétition d'Hubertine Auclert

Au mois d'août 1880, [Hubertine Auclert] demandait au conseil de préfecture de la décharger de ses contributions sous prétexte que, n'ayant aucune part aux affaires publiques, elle ne pouvait, par suite, exercer aucun droit de contrôle sur l'emploi des fonds qu'elle versait à l'État. [...]

Aujourd'hui, [...] avec une subtilité d'imagination que nous ne pouvons pas lui contester, la demoiselle Hubertine Auclert sollicite l'exercice des droits politiques pour les veuves et les célibataires dont les intérêts ne sont, dit-elle, représentés par personne. [...] Dès lors il est facile de prévoir jusqu'où cette théorie peut conduire : la représentation des femmes dans nos grandes assemblées syndicales, financières, municipales ou législatives. La commission ne veut pas s'appesantir sur les graves inconvénients d'ordre moral ou physiologique qu'entraînerait une telle innovation. [...]

Pour nous, nous sommes convaincus, avec un de nos moralistes modernes, que si « les hommes font les lois, les femmes font les mœurs » et nous croyons que la femme a sa place marquée au sein du foyer domestique et que, fille, épouse ou mère, son principal rôle, celui qui, loin de l'asservir, l'élève et la rend belle et chère à l'humanité, consiste précisément dans l'exercice des vertus privées à l'aide desquelles elle exerce dans la famille, et par suite, dans la société, une autorité réelle pour y faire régner l'harmonie et la paix.

M. de Lévis-Mirepoix, rapporteur de la Commission de l'Assemblée nationale chargée d'examiner la pétition d'Hubertine Auclert, 24 juin 1886
[Feuilleton des députés, pétition n° 426].

Doc 4 p. 201 : L'institutrice

Andrée Téry, connue ensuite sous le nom d'Andrée Viollis (1870-1950), écrit dans La Fronde, le premier quotidien publié par et pour les femmes.

Car les femmes, plus encore que les hommes, sont la proie facile et désarmée des tyranneaux réactionnaires. Quel romancier nous contera les souffrances menues et intolérables dont est faite souvent la vie de l'institutrice de village ? [...] Stagiaire, l'institutrice reçoit bien, il est vrai, le même salaire de famine que l'instituteur [...]. Mais, à partir de la troisième classe, l'égalité des traitements cesse et, pour des raisons obscures, budgétaires ou électorales, l'institutrice devient tout à coup inférieure à son collègue masculin. [...]

La calomnie, voilà surtout le danger inévitable. Sans soutien, sans expérience, comment la jeune institutrice y échapperait-elle ? Quand elle sort de l'école normale, c'est encore une enfant. Elle vient de quitter ses parents, ses professeurs, ses amis, le milieu où elle s'est formée. On l'envoie très loin, dans un bourg perdu dont elle ne sait rien. [...] Pauvre petite ! Elle tombe neuf fois sur dix dans un milieu défiant et sournois. Elle se sent entourée d'ennemis, à la fois abandonnée et étroitement surveillée, toute seule et toujours épiée. [...] Porte-t-elle sa jeunesse d'une fleur ou d'un ruban ? C'est une coquette, une dévergondée. Demeure-t-elle prudente et réservée ? C'est une mijaurée qui méprise ceux qui valent mieux qu'elle.

Andrée Téry, « La défense de l'institutrice », La Fronde, 13 octobre 1902.

Doc 2 p. 202 : Le « royaume du fer »

Maupassant collabore avec le quotidien Gil Blas, dans lequel il publie des contes ou des chroniques comme celle-ci, relatant un voyage au Creusot.

Le ciel est bleu, tout bleu, plein de soleil. Là-bas, devant nous, un nuage s'élève, tout noir, opaque, qui semble monter de la terre, qui obscurcit l'azur clair du jour, un nuage lourd, immobile. C'est la fumée du Creusot. Cent cheminées géantes vomissent dans l'air des serpents de fumée, d'autres moins hautes et haletantes crachent des haleines de vapeur ; tout cela se mêle, s'étend, plane, couvre la ville, emplit les rues, cache le ciel, éteint le soleil. Il fait presque sombre maintenant. Une poussière de charbon voltige, pique les yeux, tache la peau, macule le linge. [...]

C'est le Creusot. Un bruit sourd et continu fait trembler la terre, un bruit fait de mille bruits, que coupe d'instant en instant un coup formidable, un choc ébranlant la ville entière. Entrons dans l'usine de MM. Schneider. Quelle féerie ! C'est le royaume du Fer, où règne Sa Majesté le Feu ! Du feu ! on en voit partout. Les immenses bâtiments s'alignent à perte de vue, hauts comme des montagnes et pleins jusqu'au faite¹ de machines qui tournent, tombent, remontent, se croisent, s'agitent, ronflent, sifflent, grincent, crient. Et toutes travaillent du feu. [...] Les machines voraces mangent ce feu, ce fer éclatant, le broient, le coupent, le scient, l'aplatissent, le filent, le tordent, en font des locomotives, des navires, des canons, mille choses diverses, fines comme des ciselures d'artistes, monstrueuses comme des œuvres de géants, et compliquées, délicates, brutales, puissantes.

G. Maupassant, « Le Creusot », Gil Blas, 28 août 1883.

1 Sommet.

Doc 3 p. 202 : Le témoignage d'un ouvrier

Jules Huret réalise pour le compte du Figaro une longue enquête sur les différents acteurs au sein de l'usine du Creusot. Ici, il interviewe un ouvrier au sujet de ses conditions matérielles d'existence.

– Vous devriez être tranquille puisqu'il y a une caisse de retraites au Creusot ?

– Qu'est-ce que vous voulez ? La retraite, c'est joli, mais il n'y en a pas tant, allez, qui arrivent à soixante ans, avec des métiers pareils. [...]

– On n'a pas envie de se révolter un peu, de faire des grèves ? [...]

– Ici ? jamais de la vie ! On n'y pense seulement pas. Ce qu'on veut, c'est conserver son ouvrage, et gagner sa journée le plus longtemps possible... C'est plein de mouchards d'abord et gare au premier qui aurait l'air de faire le malin ! Dans le temps ici, il y a eu des réunions socialistes ici... tous les ouvriers qui y ont été ont été balayés ! Pas ensemble mais un à un, pour une raison ou pour une autre. À présent, on se méfie... Et puis on n'y pense pas, voyez-vous, à faire les méchants, ça n'avance jamais à rien, on n'est pas les plus forts, et puis, et puis... conclut-il avec un immense accent de découragement et de lassitude... on est trop fatigués !...

Le Figaro, 10 août 1892, gallica.fr.

Doc 3 p. 204 : Les « prédications » socialistes

Depuis trois semaines, la population était travaillée en vue du 1er Mai ; des réunions avaient lieu dans tous les centres ouvriers ; le socialiste parisien Lafargue¹ et un certain Culine, ont prononcé des discours violents. [...] « Tous les patrons sont des pourris. Quand un animal est mort, il est bon à quelque chose, mais avec la peau d'un patron, on ne pourrait faire un gant. » S'adressant aux jeunes gens, un autre disait : « Quand vous serez soldats et qu'on vous donnera la consigne de garder les coffres-forts des ventrus, levez la crosse en l'air. » Quinze jours de ces prédications avaient porté leurs fruits : cette population est mobile, facile à exciter. [...] La vérité sur ce qui s'est passé est difficile à démêler. [...] Par deux fois, bien que le lieutenant ait été saisi par les grévistes, bien que les manifestants tentassent de s'emparer des fusils, on a tiré en l'air ; mais deux soldats étant tombés, frappés par des pierres, le visage ensanglanté, les fusils se sont abaissés machinalement et les coups sont partis.

« La situation à Fourmies », Le Temps, 5 mai 1891.

1 Paul Lafargue, gendre de Karl Marx, est l'un des dirigeants du Parti ouvrier. Hippolyte Culine est un militant socialiste très actif à Fourmies.

Doc 4 p. 205 : Une répression indigne du « monde civilisé »

Sommes-nous bien sûrs – et je suis le premier à me mettre en cause –, sommes-nous bien sûrs d’avoir fait tout ce qu’il fallait pour éviter les conflits, de nous être préoccupés comme nous l’aurions dû des questions si graves et si aiguës que soulève l’état social actuel ? Assurément non ! [...] Cela doit nous porter à l’indulgence : nous devons nous regarder nous-mêmes un fort long temps [...] avant de juger les autres. Eh bien, quand vous regardez ce qui s’est passé à Fourmies, qui pourrait soutenir, ici ou devant l’Europe, devant le monde civilisé, que les faits qui se sont passés à Fourmies avant la fusillade justifient la mort de ces femmes, de ces enfants, dont le sang a pour si longtemps rougi le pavé ! Non, assurément, [...] il y a disproportion monstrueuse entre l’attaque et la répression ; il y a quelque part, sur le pavé de Fourmies, une tache de sang innocent qu’il faut laver à tout prix ! [...] Oh ! je ne viens pas apporter ici des paroles de haine ; je dis que le fait capital de la politique actuelle, c’est l’inévitable révolution qui se prépare.

Discours de Georges Clemenceau à la Chambre des députés

le 8 mai 1891.

Doc 5 p. 207 : La vie dans la « zone »

On appelle « la zone » l'ensemble des terrains vagues qui entourent Paris après la disparition des fortifications, à l'emplacement de l'actuel périphérique. Dans ce rapport, deux médecins enquêtent sur les conditions de vie des habitants ; ils veulent faire réagir les pouvoirs publics.

Sur un terrain [de la rue des Hospices, dans le XIII^e arrondissement] loué 7 francs par mois, B... a construit 2 baraques en planches : l'une pour lui, sa femme et sa fille et l'autre pour l'âne qui traîne sa charrette de chiffonnier. L'unique chambre qui sert à la fois de cuisine, de salle à manger et de chambre à coucher a 2 mètres de hauteur, son sol est carrelé et son plafond est en toile d'emballage sur lequel on a collé du papier. Elle est éclairée par une fenêtre, et un poêle dont le tuyau qui sort par le toit sert au chauffage et à la cuisson des aliments. [...]

Le sol du passage [Bertheau] et des impasses est macadamisé en majeure partie. [...] L'eau de source n'est fournie qu'à deux propriétaires, dont M. Bertheau qui la met à disposition de ses nombreux locataires au moyen de 2 bornes fontaine placées dans la cour. [...] Le passage et les impasses sont mal éclairés par 7 lanternes avec lampes à pétrole [...]. Le passage comprend 24 maisons construites en moellons à l'exception de 2 construites, l'une en galandage¹, l'autre en carreaux de plâtre. Quelques-uns ont des cours à sol nu, pavé ou cimenté et des jardinets. Toutes les maisons, à l'exception de 4, ont des cabinets d'aisance sur fosse en assez mauvais état d'entretien. Les exceptions concernent 2 maisons qui n'ont qu'un cabinet commun et 3 maisons qui n'ont chacune qu'un tonneau mobile.

Drs Du Mesnil et Mangenot, Enquête sur les logements, professions, salaires et budgets, décembre 1898.

1. Cloisons légères en briques.

Doc 2 p. 208 : Un bilan de l'Exposition de 1889

On a calculé que plus de 6 millions de personnes étrangères à Paris avaient visité l'Exposition et on a essayé de faire une moyenne des dépenses de chacun d'eux. On a supposé que les 1 500 000 étrangers avaient pu dépenser 500 fr. chacun, soit 750 millions ; les provinciaux, 100 fr. en moyenne, soit 4 à 500 millions, soit au total, 1 250 millions. [...] Mais, au-dessus de ces millions gagnés et de ces profits matériels, aussi importants qu'ils soient, une richesse plus précieuse encore, richesse incalculable, reste acquise à la France : c'est le profit moral qu'elle a retiré, la renommée et l'honneur qu'elle a acquis en entreprenant et en réussissant une œuvre aussi considérable. [...] En définitive, la France n'a rien perdu de sa grandeur : frappée durement, elle a mûri à l'école de l'adversité, et elle vient de prouver qu'il ne faut jamais désespérer d'elle puisque ses enfants sont capables de tels efforts.

Alfred Neymark, « Ce que la France a gagné à l'Exposition de 1889 »,
Journal de la société statistique de Paris, 1890.

Doc 5 p. 209 : Le festival du progrès

L'effort persévérant, l'énergie passionnée de M. Alfred Picard¹ et de ses collaborateurs ont mené à terme l'œuvre prodigieuse que je vous présente aujourd'hui. [...] Le visiteur de l'Exposition leur devra ce miracle de pouvoir, en quelques minutes, faire le tour du monde. Des types de toutes les architectures, groupés côte à côte, sur les deux rives de la Seine, en un chatoyant et harmonieux désordre, captiveront son imagination en amusant ses yeux. [...] Quels progrès peuvent être réalisés, quelles transformations opérées, en l'espace seulement de trois générations, un regard jeté sur l'Exposition centennale suffira à nous le révéler. [...] Je bornerai mon ambition à rappeler comment s'est renouvelée, en cent ans, la face du monde matériel. [...] Sous notre main, nous avons vu les forces de la nature s'asservir et se discipliner. La vapeur, l'électricité, réduites au rôle de servantes dociles, ont transformé les conditions de l'existence. La machine est devenue la reine du monde. Installé en maître dans nos usines, l'organisme de fer et d'acier chasse et remplace par un lent et continu envahissement les travailleurs de chair et d'os, dont il fait ses auxiliaires. Quel changement dans les relations humaines ! Les distances diminuent jusqu'à disparaître. En quelques heures sont dévorés des parcours qui ne s'accomplissaient jadis qu'au prix de jours et de semaines. Le téléphone, ce sorcier, fait entendre à notre oreille la parole et jusqu'au timbre de la voix d'un ami séparé de nous par des centaines de lieues.

Alexandre Millerand, ministre du Commerce, Discours d'inauguration de
l'Exposition universelle, 14 avril 1900.

1 Alfred Picard est un haut-fonctionnaire, successivement rapporteur général de l'Exposition universelle de 1889 puis commissaire général de celle de 1900.

Doc 1 p. 210 : La baisse des naissances à Mazières-en-Gâtine (Deux-Sèvres)

La limitation volontaire du nombre des enfants était un fait grave. [...] Parce qu'on était propriétaire, on cherchait à ne point morceler la propriété. Parce qu'on espérait en un avenir meilleur pour les siens, on calculait ; on augmentait les possibilités d'ascension sociale de sa famille en limitant le nombre de ses enfants. Les familles d'aisance moyenne – et sans réserves de biens ou d'argent – qui n'avaient qu'un ou deux enfants, pouvaient faire les frais de les mettre en pension ; elles n'auraient pu le faire si elles en avaient eu beaucoup. Enfin, les mœurs ayant changé, les plus pauvres étaient humiliés de gager leurs enfants très jeunes ; ils les envoyaient à l'école jusqu'à 13 ans. Et ils hésitaient par la suite à s'approprier leurs gages comme on le faisait couramment autrefois. [...]

De 1885 à 1890, il y a 168 naissances (1885 : 36 ; 1886 : 30 ; 1887 : 36 ; 1888 : 38 ; 1889 : 28). La baisse est sensible ; elle s'accroît dans les cinq années qui suivent, où il n'y a que 155 naissances. De 1895 à 1900, le nombre des naissances diminue encore (1895 : 28 ; 1896 : 26 ; 1897 : 31 ; 1898 : 25 ; 1899 : 33 ; total : 143). Il est de 126 de 1900 à 1905. De 1905 à 1910, il y a un redressement ; le nombre des naissances remonte à 150 (1905 : 33 ; 1906 : 29 ; 1907 : 28 ; 1908 : 35 ; 1909 : 25). Mais c'est un redressement de courte durée. De 1910 à 1915, le nombre des naissances revient à 136 (1910 : 31 ; 1911 : 33 ; 1912 : 29 ; 1913 : 20 ; 1914 : 23). Les années 1913 et 1914, qui furent des années prospères, connurent, dans une commune où la population avait augmenté de près de 100 unités, un nombre

de naissances à peine équivalent à celui des mauvaises années d'un temps où l'on ne se préoccupait point de raisonner sa vie.

Roger Thabault, Mon village. Ses hommes, ses routes, son école,
Presses de Science Po, 1982 [1944].

Doc 1 p. 211 : Les enfants ouvriers-verriers

L'auteur est un diplomate italien, qui a été notamment en poste en France et en Suisse.

Un entrepreneur parcourt les villages [du Sud de l'Italie] à la recherche d'enfants qu'on veuille bien lui livrer. La redevance actuelle varie de cent à cent cinquante lires pour un bail de trois ans. [...] Les enfants s'embarquent généralement à Naples à destination de Marseille. Arrivés à Marseille, la plus grande partie des enfants est dirigée sur Lyon et Rive-de-Gier et partagée entre les verreries des deux départements du Rhône et de la Loire. [...] Les entrepreneurs se présentent au directeur de l'établissement, qui leur a demandé du personnel ouvrier, avec leur escadre de garçons. Les petits y sont embauchés de suite sans difficulté. Et, en effet, où l'industriel pourrait-il trouver dans le pays un autre ouvrier à 35 ou 45 francs par mois pour un travail de dix heures par jour ? L'entrepreneur garde évidemment pour lui le droit de toucher les salaires des enfants.

Les entrepreneurs déclarent que les enfants sont embauchés pour des travaux qui ne requièrent pas de fatigue et d'efforts, par exemple, porter les bouteilles au four à recuire. [...] Rien de plus faux ! Nombre d'enfants que nous avons interrogés ont répondu, quelquefois même en présence du patron, qu'ils étaient employés au travail du grand garçon pour souffler le verre. [...] Qu'il nous soit permis de demander comment ce travail, exécuté dans des ateliers mal aérés, dans une atmosphère rendue malsaine par les émanations des minéraux en fonte, au milieu d'une température de 80° C, n'est pas interdit par les règlements de l'Administration publique comme excédant les forces d'un garçon de 13 ans !

R. Paulucci di Calboli, Larmes et sourires de l'émigration italienne, 1909.